



DU 09 AU 11 AVRIL 2025

A l'Institut d'études avancées de Paris
17 quai d'Anjou, 75004 Paris

FAIRE L'HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE AU PRISME DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET DÉCOLONIALES

Making architectural history through the prism of environmental and decolonial issues

ABSTRACTS

MERCREDI 09 AVRIL

SESSION 1 « Colonialités, territorialités et jeux d'acteurs »

Modération : Guillemette Morel Journel (ENSA Paris-Malaquais-PSL, ACS)

Building a city in the land of water : constructing Paramaribo in colonial Suriname, c. 1650–1850

Davide MARTINO (Fondation Wiener-Anspach, Université Libre de Bruxelles)

The stretch of South-American coast between the Orinoco and the Amazon rivers, known to early modern Europeans as 'wild coast' for the impassability of its forest, had a different name for its indigenous communities: referencing instead the penetrability of its rivers, they called it Guiana, 'land of water'. During the long eighteenth century these indigenous communities, as well as European colonists and enslaved African labourers, set up a sophisticated hydraulic infrastructure to turn one part of this 'land of water', the Dutch possessions along the river Suriname, into a 'model' plantation colony. Dutch profits were predicated upon violence and exploitation, but also upon the construction of a manageable hydraulic environment. This paper investigates this construction by focusing on the architectural and environmental history of Paramaribo, the only urban settlement in colonial Suriname.

Just like Dutch colonists thought they recognized in Guiana some of the watery features of their native Low Countries, earlier historians of Suriname have assumed that the hydraulic technologies used in the colony were imported wholesale from the metropole. Such technologies were essential in Paramaribo, the administrative centre of Suriname, which was also the most important Dutch harbour on mainland south America after the Portuguese recovered Brazil in 1654. The city sported several canals and, being constructed on the bank of the river Suriname, near its estuary, it had to deal with variations in the river flow and consequent flooding threats. Following the lead of recent scholarship on Batavia and the Dutch East Indies, this paper shows that the Dutch were not alone in the construction of hydraulic environments and infrastructure, but relied (often without acknowledgement) on indigenous ways of knowing and working. In Suriname, the physical toil of enslaved, mostly African labourers was indispensable for the erection of dams, canals, and sluices; were their skills and knowledge, honed in distant estuaries on the African coast, just as crucial? Answering this and other questions, this paper will contribute to current debates about the legacies of colonialism, enslavement, and the extraction of natural resources.

Fabrique de « l'expert nomade postcolonial » en urbanisme. La carrière onusienne de Gérald Hanning (1959-1971)

Amel ZEROUROU (ENSA Marseille, INAMA)

La circulation de modèles et savoirs en matière d'urbanisme se fait par l'intermédiaire de congrès internationaux et conférences, de publications, ainsi que par le biais des déplacements professionnels dans le cadre d'un voyage d'étude, d'un cycle de formation ou encore d'une installation à long terme ou un exil (Avermaete, 2015). Ces individus « pluriels » (Lahire, 1998) circulants, qualifiés d'« experts nomades » (Verdeil, 2005), se retrouvent historiquement en contexte colonial, puisque les architectes et urbanistes métropolitains, connus et moins connus, sont sollicités par l'administration coloniale pour l'élaboration de projets d'aménagements urbains (Peyceré et Volait, 2003). Le milieu du XXe siècle, marqué par l'enclenchement des processus de décolonisation, ne signe pourtant pas la fin de leurs pérégrinations. Certains États nouvellement indépendants voient dans la sollicitation d'un expert international l'occasion de montrer leurs « capacités organisationnelles et techniques » (Avermaete et Casciato, 2014.). Dans d'autres cas, il s'agit de poursuivre un travail débuté durant la période coloniale, ou encore de faire aboutir des projets résultats des politiques de coopération mises en place entre les pays anciennement colonisateurs et les États nouvellement indépendants (Orillard, 2017).

Les années 1960 se caractérisent également par le développement et l'institutionnalisation de « l'assistance techniques en urbanisme » (Banerjee, 2009) que proposent les organisations internationales d'aide au développement telles que l'ONU, à travers l'Administration de l'Assistance technique (AATNU), l'UNESCO et la Banque Mondiale (Ward, 2018). Les pays nouvellement indépendants – qui connaissent une importante croissance urbaine, peu avant et juste après leurs indépendances, conduisant à une forte urbanisation des territoires, informelle et peu maîtrisée (Avermaete et Casciato, op.cit.) – peuvent ainsi choisir une assistance technique autre que celle d'une ancienne puissance coloniale (Ward, 2010). Ce phénomène a permis l'émergence de la figure de « l'expert en développement international », au vu du manque de formations en planification et aménagement urbains dans ces pays et donc d'expertise locale. Ainsi, l'urbaniste Gérald Hanning (1919-1980), ancien directeur de l'Agence du Plan d'Alger (1954-1959), assure de nombreuses missions dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Cambodge (1959-63 ; 1964-65), au Pakistan oriental (actuel Bangladesh) (1966-67), à Singapour (1968-70) et à Madagascar (1970-71). Il élabore, en tant que consultant pour la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), de nombreux projets d'aménagement touristique (1974). Il rédige aussi, pour le compte de l'UNESCO, un programme d'assistance technique au développement de l'habitat spontané par les transferts technologiques (1976).

En appliquant la typologie des « mécanismes de diffusion » développée par Stephan Ward

(2000), cette communication se propose de mettre la focale sur cette figure de « l'expert nomade post-colonial », produit des organisations internationales de développement, par la présentation de l'expérience onusienne de Gérald Hanning, documentée essentiellement à partir de sources archivistiques (ONU, Fonds Vladimir Bodiansky, Fonds Édith et Roger Aujame). Ancien élève de Le Corbusier, Hanning est l'un des représentants de cette autre histoire de l'architecture et de l'urbanisme, donnant à lire comment l'histoire non occidentale des territoires pluriels est centrale pour une grande partie de l'histoire occidentale.

Ce que nous apprend la Palestine.

Une historiographie de la colonisation israélienne en Territoires Occupés

Clarisse GENTON (ACS)

À la sortie de la Guerre des Six Jours en juin 1967, l'État d'Israël occupe la Cisjordanie, la bande de Gaza, le plateau du Golan et Jérusalem-Est que le gouvernement israélien décide d'annexer à sa souveraineté nationale, et ce faisant enfreint le droit international. Les Territoires Occupés sont alors assujettis à un régime militaire d'occupation. Peu de temps après cet événement majeur de l'histoire du conflit israélo-palestinien, l'État hébreu engage un processus de « judaïsation » de la partie est de Jérusalem, afin de « réunifier » la ville, quand dans le même temps, des groupes nationalistes et religieux appellent à investir et occuper la « Judée et Samarie ». Tous les gouvernements israéliens successifs depuis maintenant plus de cinquante-sept années ont participé plus ou moins activement à l'installation de populations civiles en territoires palestiniens occupés, ce qui là encore va à l'encontre de l'article 49 de la IV^e Convention de Genève (1949) ratifiée par Israël. Aujourd'hui, on compte plus de deux cents localités israéliennes réparties entre Jérusalem-Est et la Cisjordanie, de différentes tailles et abritant des personnes aux motivations diverses, pour un total de plus de 700 000 colons. Il s'agit bien ici d'une véritable entreprise coloniale, principalement étatique, qui tend à s'accélérer. Cette colonisation toujours en cours nous interroge quant à la nature des espaces créés, les formes et la matérialité de l'architecture domestique produite dans ces contextes, et sur ce qui constitue leur colonialité au-delà de leur situation géopolitique.

La communication propose alors d'explorer cette problématique en mobilisant les théories et concepts des études de colonialisme de peuplement (pour settler colonial studies), sous-champ des études postcoloniales. Apparues en 2005, les études de colonialisme de peuplement observent les sociétés et les pays où la colonisation ne s'est pas arrêtée, où il n'y a eu aucun processus de décolonisation. Elles se révèlent d'autant plus pertinentes pour traiter notre terrain, qu'elles partent du constat que ce type de colonialisme ne cherche pas à exploiter les autochtones et les ressources pour les bénéfices d'une métropole mais plutôt à

les expulser du territoire colonisé pour accaparer et revendiquer une nouvelle souveraineté légitime et incontestable. C'est à cet endroit que l'étude de l'architecture produite avec cet objectif nous semble incontournable pour comprendre comment s'établit ce même état de fait sur plusieurs décennies en Palestine occupée. Pour ce faire, nous allons partir de l'analyse d'un corpus iconographique d'immeubles de logement, constitué au cours de nos enquêtes de terrain à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, ainsi qu'un corpus d'archives de permis de construire de ces immeubles et de revues d'architecture israéliennes traduisant les évolutions à la fois des velléités gouvernementales, de leurs politiques de logement, des tendances architecturales, des discours officiels et des valeurs associés à ces constructions dans leur contexte. Cette histoire du temps présent peut également permettre d'éclairer plus loin les mécanismes et les processus de domination coloniale à l'œuvre dans d'autres territoires connaissant un même type de colonialisme et ceux des colonisations passées.

SESSION 2 « Processus de connaissances : diversité des sources, par-delà l'oubli et l'effacement »

Modération : Sophie Paviol (ENSA Grenoble-UGA, AE&CC)

Collaborer avec l'IA pour produire des archives atemporelles et situées d'architectures oubliées

Romane MADEDE-GALAN (chercheuse indépendante)

Dans les communautés afro-diasporiques, l'expérience du passé est marquée par l'absence de traces physiques, et l'évanescence des récits historiographiques. Toutefois, comme le souligne Seloua Luste Boulbina (*L'Afrique et ses fantômes*, 2015), si ces histoires n'ont pas été mémorisées, elles ont été subjectivées et inscrites dans les corps qui en sont issus, prêtes à être étendues par « l'imagination, la perception et la sensibilité ». C'est l'hypothèse de départ de cette recherche, qui se fonde plus largement sur les concepts de lieu d'énonciation (Walter D. Mignolo, *La désobéissance épistémique : Rhétorique de la modernité, logique de la colonialité et grammaire de la décolonialité*, 1997) et de pensée située (Donna Haraway, « *Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective* », 1988) : les connaissances ne sont pas neutres et s'ancrent dans des situations sociales et géopolitiques. Dans le champ de l'art contemporain, des artistes se sont saisi·es de ces enjeux, et – revendiquant un lieu d'énonciation propre – cherchent à reconstituer des mémoires historiques par la manipulation d'archives (Fabiana de Souza, « *Réactualiser l'archive, réécrire l'histoire : Des pratiques artistiques décoloniales* », 2018).

En examinant l'usage de MidJourney par l'artiste franco-sénégalaise Delphine Diallo pour sa série *Kush* (AKAA, 2024), je m'interroge dans un article à venir pour la revue *Afrikadaa*, sur la manière dont l'intelligence artificielle peut être employée dans un processus collaboratif d'édition de la Relation (Edouard Glissant, *Poétique de la Relation*, 1990). Diallo mobilise les connaissances sur l'histoire de l'Afrique qu'elle a consolidées durant sa carrière, mêlées à sa propre subjectivité, pour reconstruire des visions de l'histoire africaine. Cela produit des archives d'un type nouveau, non identifiables temporellement. Ce processus interroge le rôle de l'IA comme médiatrice dans l'exploration d'un inconscient étendu, en jouant le dispositif analytique dans un espace plus vaste (Jacques Lacan, *Le Séminaire. Livre XI. Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, 1973). Comment des pratiques historiographiques similaires pourraient être appliquées dans le champ de l'architecture ?

Cette réflexion croise actuellement mes propres recherches, amorcées avec mon projet de

diplôme sur la commémoration de l'esclavage dans la baie de Loango (Congo) réalisé à l'ENSA Paris-Malaquais en 2023 (département THP). Depuis, mon travail s'est poursuivi à travers deux résidences en 2024 entre le Congo (Institut Français) et la France (Académie des Beaux-Arts). Combinant ateliers collaboratifs et captation de récits interprétés plastiquement, mes échanges au Congo ont produit des visions subjectives et situées de ce qu'aura été un mémorial congolais des déporté-es, sous forme de maquettes.

Je cherche désormais à extrapoler l'ensemble de ces productions avec l'IA Stable Diffusion. En entraînant la machine sur des données afro-diasporiques et donc volontairement biaisées, j'explore comment des traces d'un mémorial congolais de la déportation pourraient émerger de l'ingestion par la machine des maquettes produites. Mon intervention présentera cette recherche en cours, l'utilisation de Stable Diffusion, des premiers résultats et retours critiques.

Récits d'échanges positifs pour une histoire de l'architecture en Afrique subsaharienne

Halimatou MAMA AWAL (ENSA Grenoble-UGA, AE&CC)

Sur un amas de rochers, à l'ombre d'un arbre, je regarde le paysage de la région de Mora au Cameroun. Au loin, le relief du Mont Mandara avec ces collines striées de terrasses. Je suis à proximité du village de Baldama qui s'organise avec des concessions formant des enclos circulaires où alternent parois de pierres sèches et murs lisses en terre crue. A l'intérieur des concessions, des cases d'habitation et des greniers à grains avec des toitures en chaumes. Seule une case possède une toiture en tôle ondulée. C'est, paraît-il, celle du chef du village, haut dignitaire communautaire et garant de la tradition. Les interstices sont recouverts de fibres, créant une danse de faisceaux alternant luminosité et ombrage. Baldama est un village situé à l'extrême nord du Cameroun, région créée en 1983, territoire des chefferies de l'ancien royaume Wandalá (ou Mandara) fondé vers 1459. Ce lieu nous ramène pourtant à des préoccupations contemporaines. Baldama se présente comme une constellation d'imaginaires contemporains, les mots du philosophe Souleymane Bachir Diagne y prennent tout leur sens : « percevoir l'Afrique comme un plan de rencontre ». Il s'agit, en effet, comme le théorise Edouard Glissant avec la pensée archipélique, de voir un monde de relations. Loin de tout, ce territoire nous rajache au Monde. J'y revis l'impression ressentie lors de la visite du village de Gando (Burkina Faso), village natal de l'architecte Francis Kere, où j'étais à la fois dans une mise à distance et où j'avais l'impression que l'entièreté du « Monde » était à portée de main. « Rupture de charge » dans un lieu d'échanges positifs.

Faire l'histoire en Afrique subsaharienne engage et révolte à la fois. Le récit historique nous

amène à connecter avec d'autres pays africains, avec l'occident ou avec d'autres territoires outre-Atlantique. Ainsi, écrire l'histoire en Afrique c'est s'ouvrir au Monde. Cette écriture demande une ouverture d'esprit pour faire dialoguer des sources de diverses provenances comme des textes d'administrateurs coloniaux, bien souvent avec des propos euro-centrés et racistes. Pour être ajentive à la transmission par l'oralité, il faut prendre le temps de s'asseoir pour écouter l'ancien du village ou le jeune du quartier. Elle nous engage à reconnaître la qualité de la production des chercheurs locaux même si elle n'est pas autant publiée que d'autres productions scientifiques, dans de grandes revues internationales. Ainsi, c'est une attitude perpétuelle de reconnaissance et de légitimité des communautés locales, comme nous l'enseigne le philosophe ghanéen Wiredu Kwasi, il s'agit bien d'une « décolonisation conceptuelle de l'esprit ».

Pour la communication, je partirai de mes recherches sur les territoires du Burkina Faso et du Cameroun, et de la nécessité d'une production de connaissance en histoire de l'architecture afin de se doter d'outil pour imaginer le futur. Dans un premier temps, j'interrogerai la construction d'un récit historique impulsé par des réalités contemporaines, qui donne un caractère opérant à l'histoire, une dialectique histoire-projet, que Manfredo Tafuri proposait pour la construction de la modernité contemporaine. Dans un second temps, de quoi est constitué ce récit ? Il s'agit de s'interroger sur la diversité des sources et des données. L'importance du vocabulaire, des mots dans leur contexte culturel, des procédés de transcription et de traduction (des sources orales ; par le dessin de relevés, etc). Et enfin, en troisième temps, se questionner sur quelles perspectives grâce à la reconnaissance d'une pluralité d'histoires.

Laborers: Seeing Brasilia from the Ground (1956-1964)

Beatriz DA SILVA TAKAHASHI (McGill University)

Beneath the monumentality of Brasilia lies a history of labor exploitation. The new capital of Brazil was constructed between 1956 and 1960 by thousands of laborers, many of whom were racialized individuals who came from rural, impoverished backgrounds and endured brutal living and laboring conditions. Despite their essential role, their lived experiences remain overlooked in favor of official and scholarly accounts that glorify the creative work of the architect Oscar Niemeyer and the urban planner Lúcio Costa, as well as the administration of President Juscelino Kubitschek.

Aiming to address this gap, my ongoing doctoral research challenges the prevailing narratives by foregrounding the lived experiences of laborers, including women, children, and quilombolas—descendants of fugitive enslaved Black people. I argue that the

new capital is more reminiscent of the colonial past and the social contradictions of its construction than representative of the future it was supposed to represent. Additionally, I claim that several types of labor supported the construction of Brasilia and that their marginalization continues to conceal our understanding of both the city and the making of the built environment.

Building upon critical race theory and decolonial thought, my investigation explores the intersection of labor, race, and gender in the creation of the built environment. Concurrently, it employs a cross-referential approach, integrating eye-level photographs depicting laborers from the Marcel Gautherot collection of the Instituto Moreira Salles and the NOVACAP fund of the Arquivo Público do Distrito Nacional with oral histories and police and social security records. Additionally, my methodology seeks to connect with the lived experiences of the laborers by considering the images not only as indexes of violence, but also as assertions of laborers' agency.

Whilst still in its early stages, I believe that to foreground the experiences of laborers in the construction of Brasilia, it is essential to acknowledge that archives have also contributed to and validated the erasure of laborers in official accounts to some degree. Therefore, employing discourse analysis, I examine the archives and the narratives they present about Brasilia, which identities and cultures are represented in the archive, and how. In doing so, I should be able to question how archival labels and secondary sources produce their "effects of truth" (Rose 2001, 154). By doing that, the research opens the possibility of reparation, of advocating for laborers to be seen.

Finally, the perpetual exploitation of laborers is not exclusive to Brasília or the twentieth century, as evidenced by the 2022 Qatar World Cup. Numerous reports of migrant laborers being subjected to forced labor were brought to light during this event. The intersection of labor, race, and gender is a critical factor in advancing our understanding of the human toll of megaprojects. Furthermore, this research addresses a significant gap in architectural history by focusing on the labor force of Brasilia and offering an alternative perspective on photographs of the built environment. Ultimately, this dissertation aims to contribute to reparations within knowledge institutions such as archives, universities, and museums.

Botanical Histories : Entangled Temporalities, Agency, and Co-constitution within Three Built Environments

Dilton DE ALMEIDA (Federal University of Bahia)

Western architectural history, traditionally grounded in anthropocentric and Eurocentric narratives, finds new historiographical possibilities through environmental and decolonial approaches. Coloniality, central to modernity, relied on classification and separation, creating hierarchies between cultures and peoples. This produced the nature/culture dichotomy, fueling both environmental exploitation and the suppression of traditional ecological knowledge.

This essay explores three architectural case studies in Bahia – the Church of Nosso Senhor de Vera Cruz (Itaparica, 1560), the Terreiro do Pé de Cajá (São Félix, 1860), and the Coati Restaurant (Salvador, 1987), designed by Lina Bo Bardi and João Filgueiras Lima – to examine the intersection between nature and culture within built environments. We propose that these architectural narratives in stone, wood, and vegetation challenge dichotomies such as natural/artificial by questioning modern assumptions and proposing transdisciplinary and complex approaches to History and design.

The Church of Nosso Senhor de Vera Cruz, the second oldest in Brazil, was built on Tupinambá territory as a colonial domination strategy. Today, in ruins, its walls are supported by a fig tree (*Ficus insipida*), a sacred tree that embodies the orixá Iroko in Afro-Brazilian religions. Building and tree are entangled, and the space, originally Catholic, is resignified by Afro-Brazilian communities. The Terreiro do Pé de Cajá, founded by the enslaved Anacleto Tosta, has at its center a centuries-old cajá tree (*Spondias mombin*), a shrine dedicated to the orixá Obaluaiê. The sacred tree pierces the roof of the barracão (prayer house), forming a «living roof» with branches and leaves, integrating the physical and spiritual space of the terreiro. Finally, the Coati Restaurant, part of Bo Bardi's Ladeira da Misericórdia project, embraces a huge mango tree (*Mangifera indica*), establishing a symbiotic relationship between the built environment and the natural world.

These built environments demonstrate how plants and vegetation can be understood as active agents in a living architecture, sharing a co-constitutive agency. They can be understood as 'naturecultures,' as Donna Haraway proposes. We recognize plants as possessing otherness and as historical subjects in their own right whose temporalities transcend the chronology of human time. The writing of history, thus, becomes entangled with multiple subjects and temporalities, echoing Lina Bo Bardi's invitation to consider the 'historical present' where past and future intertwine in constant reinvention.

Finally, the trees here are understood as living beings and, in certain cases, sacred entities, emerging as powerful allegories for the resistance and perseverance of Black and Amerindian cultures in the face of colonization/modernization. They persist as practices and knowledge that defy attempts at erasure, reinvent ways of inhabiting the world more deeply connected to what we conventionally term nature, and unveil paths to rethink human survival in times of climate emergency. As Bruno Latour suggests, a new awareness of human interactions and terrestrial environments is necessary, recognizing the Earth as a living and dynamic system. These built environments invite us to imagine futures that transcend the Anthropocene. Based on these principles, we suggest a living entanglement, a sympoietic process where architecture and nature thrive in time, constantly recreating themselves with each gesture and each gaze.

Conférence de Daniel SHERER (Princeton University School of Architecture)

The “Primitive Hut” and “Primordial Hearth”.

Competing Mythical Constructs of the Hominisation de la Terre in European Architectural Theory, 1450-1750

My lecture will examine two competing paradigms in the history of ancient, early modern and modern architectural thought in light of their receptions in and impacts on the trajectories of modern architecture: the primitive hut and the primordial hearth. By following the tensions and interactions between these paradigms—which are themselves key ideological and mythical expressions of a complex material process, that of the hominisation de la terre played out in the *longue durée*—from the visual and textual articulations of Vitruvian interpretation in the commentaries of Fra Giocondo, Cesariano, Caporali and Daniele Barbaro, through the *De re aedificatoria* and *Theogenius* of Alberti, to the theoretical texts of Laugier, Lafitau, and Semper, I aim to show that contemporaneous ethnographic discourses and the revival of ancient accounts of the European forest or *Urwald*, Tacitean as well as Vitruvian, led to a dawning awareness of the latent connection between the harsh realities of deforestation and the parallel and competing ideological constructions of the hut and the hearth. To build the hut in reality, or imaginatively, no less than to fire up the hearth, thus involves processes that both reveal and conceal the denuding of the territory and the destruction of the European forest in the long term.

This ambivalent process of exposure and concealment, in turn, when seen from the standpoint of a reception history of myths of origin, can be shown to have made a pivotal contribution to a new understanding of these two paradigms and their associated environmental implications in modern architecture from Wright (whose focus on the hearth, as a foundational premise, after Semper, gave rise to a modern igneous paradigm of domestic space) and Le Corbusier (whose focus on the hut, and the roof garden, after Laugier, gave rise to a solar paradigm of domestic space) up to the novel combinations of hearth and hut as models for detached houses situated in the landscape in contemporary architecture from Venturi (*Mother’s House*) to Steven Holl (*Y House*), and Smilan Radic (*Casa A*). The recovery of origins thus prompted a critical mediation between ancient architectural practices, imaginatively reconstructed, and modern theories and practices of architecture, materially constructed, which eventually took the form of a full-fledged modernist primitivism whose ideological contours were concealed by the putative future-orientation of the project of modern architecture itself. On another, purely methodological level, of use more to historians than to architects, the historical project of retracing the complementarity and competition between these paradigms serves to reinforce the thesis that the history of ideologies and mythical reconstructions can provide an effective mediation between environmental history and architectural history.

JEUDI 10 AVRIL

SESSION 3 « Histoires plurielles : reconnaisances des altérités, échanges et porosités culturelles »

Modération : Diane Aymard (CRENAU - UMR AAU)

L'architecture des Kasbahs et Ksour au sud du Maroc au prisme du colonialisme : analyse historique et relecture critique

Zakaria ABYAA (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, ENA Rabat)

La communication se propose d'examiner de manière critique l'impact du colonialisme et de l'orientalisme sur l'architecture des Kasbahs et Ksour au sud du Maroc. L'article explore le contexte historique des politiques coloniales au Maroc sous le Protectorat français (1912-1956) et leur influence sur la définition des priorités en matière de recherche architecturale. Il met en lumière comment les perspectives coloniales avaient tendance à privilégier les coutumes tribales, négligeant les similitudes morphologiques islamiques des Ksour au profit d'une influence romaine unique. L'accent est mis sur l'ère postcoloniale, en analysant les dynamiques internes et les facteurs externes influençant la désintégration des habitations traditionnelles comme le Ksar, dans le cadre de l'évolution des structures sociétales et des dynamiques de pouvoir avec l'émergence des Kasbahs. Cette approche a créé des dichotomies entre Arabes et Amazighs qui ont biaisé l'interprétation architecturale de ces structures, renforçant des stéréotypes du moins simplistes et hégémoniques. L'étude plaide pour une approche décoloniale, suscitant une compréhension plus nuancée du patrimoine architectural arabo-amazigh au Maroc. À travers l'analyse critique des aspects historiques, sociaux et morphologiques de ces architectures, la recherche vise à contester les paradigmes existants et à encourager une perspective plus holistique des différents contextes.

La recherche interroge les lectures faussées et distorsions qui ont façonné la perception de l'architecture des Kasbahs et Ksour sous l'influence coloniale et orientaliste. Elle questionne comment ces cadres historiques ont contribué à une représentation déformée et partielle du patrimoine architectural marocain, et comment une approche décoloniale pourrait offrir une relecture plus riche et complexe de cette architecture. L'étude repose sur une approche méthodologique qui combine analyse épistémologique, historique et critique, ainsi que l'usage d'un cadre théorique décolonial. Elle procède à une réévaluation des récits architecturaux en les confrontant à des témoignages historiques et des recherches

contemporaines, tout en intégrant les concepts d'Edward Said sur l'Orientalisme. L'accent est mis sur l'étude des impacts des politiques coloniales sur les pratiques architecturales et les transformations urbaines dans les régions de Kasbahs et Ksour. Cette recherche a pour objectif de défier les paradigmes existants « occido-centrés ».

Le corpus de l'étude s'appuie sur des archives historiques, des documents administratifs de l'époque coloniale, et des études académiques récentes. Le terrain d'analyse inclut les Kasbahs et Ksour situés dans le sud du Maroc, avec un focus particulier sur la région de la vallée du Draa, où les influences coloniales se sont particulièrement manifestées. Il est important de mentionner également le dahir berbère de 1930, un décret promulgué par l'administration coloniale française au Maroc, qui visait à diviser les populations locales en distinguant les Amazighs des Arabes. Ce dahir a été conçu pour renforcer le contrôle colonial en cultivant les divisions ethniques et culturelles. L'analyse de cet article s'appuie sur des travaux de chercheurs contemporains, tels que ceux de Boum et Mjahed (2011) et Naji (2018) sur la transformation socio-politique des oasis. Elle intègre également les critiques d'Edward Said sur l'orientalisme ainsi que des études de cas spécifiques, telle l'analyse de l'impact colonial sur l'architecture amazighe en rapport avec les théories de Jean Hensens sur l'apport islamique dans l'organisation des villes oasis ou encore celle d'Henri Terrasse sur l'apport romain de l'architecture ksourienne. La communication de cet article aspire à enrichir la compréhension de l'architecture marocaine par des réflexions critiques et à offrir des perspectives nouvelles pour appréhender les interactions complexifiées par le colonialisme entre patrimoine et identité culturelle.

Pluraliser les Mémoires de “l'Aide au Développement” : l'architecte Steven Ehrlich et l'Habitat Post-Barrage au Maroc Présaharien (1960'-1970')

Ben CLARK (Faculté d'architecture de La Cambre-Horta, Université Libre de Bruxelles)

Cette communication propose de revenir sur l'histoire de l'architecture en contexte d'« aide au développement » en s'appuyant sur le cas du village d'Idelsane, construit vers 1970 selon les plans de l'architecte américain Steven Ehrlich, alors volontaire du Peace Corps auprès du ministère de l'Intérieur marocain. Situé dans le sud du Maroc, le nouveau périmètre hydro-agricole d'Idelsane a été aménagé afin de reloger des paysans dont les terres furent submergées par les eaux du barrage Mansour Eddahbi, achevé en 1971. Les travaux de ce village de relocalisation débutèrent la même année, dans le but d'accueillir les habitants de onze douars, dont certains vestiges demeurent visibles aujourd'hui.

Cette recherche s'inscrit dans le prolongement de la donation, en 2022, d'une partie des archives de Steven Ehrlich au Getty Research Institute (GRI) de Los Angeles, ainsi que de

notre travail mené en collaboration avec Maristella Casciato sur l'histoire des « architectes Peace Corps » au Maghreb, en particulier sur le premier groupe d'une quinzaine d'architectes partis au Maroc entre 1969 et 1971 pour contribuer aux politiques d'aménagement du territoire et d'architecture. En parallèle des entretiens réalisés avec ces anciens volontaires américains, j'ai mené plusieurs enquêtes de terrain entre 2022 et 2024 pour retrouver les lieux évoqués dans les archives, dont l'une à Idelsane.

La présente communication porte sur cette enquête et vise à comprendre comment le réexamen des archives du Développement, directement sur les lieux « développés » et auprès des bénéficiaires de l'aide, peut contribuer à ancrer ces histoires et à pluraliser les mémoires de cette « aide au développement ». Il s'agit ici de mettre en lumière des méthodes historiographiques susceptibles d'enrichir l'analyse : telle que la collecte de « micro-archives » du Développement et la confrontation de ces matériaux (plans, photographies) avec les acteurs locaux. Cette démarche participe à la constitution d'un nouveau corpus de documents reflétant la diversité des récits : non seulement ceux des experts du Développement, mais aussi ceux des populations concernées, qui souhaitent valoriser leur propre histoire. Il ne s'agit pas d'opposer le point de vue de l'expert à celui de l'habitant, mais bien de les articuler sur un même plan analytique pour approfondir la compréhension du processus de construction du village, et des différents niveaux de récits et de réalités qui se sont enchevêtrés. S'inscrivant dans la lignée des réflexions de Spencer Segalla (2021), qui insiste sur l'importance des sources littéraires et mémorielles – parfois produites longtemps après les faits – pour saisir les interactions entre catastrophes environnementales, décolonisation, mémoire et identité, notre contribution interroge les moyens de multiplier les points de vue afin de mieux appréhender ces imbrications dans l'écriture de l'histoire de l'architecture.

En définitive, ce travail entend contribuer à un débat plus large sur l'historiographie décoloniale du Développement pour l'histoire de l'architecture, en soulignant l'importance de pluraliser les mémoires de 'l'aide au Développement'.

Les hôtels des Relais aériens ou comment comprendre les ambitions d'Air France pour « l'Afrique noire » (1950-1972)

Caroline BAUER (ENSAP Lille, LACTH)

En 1950, douze liaisons aériennes par semaine desservent « l'Afrique noire » depuis Paris. Toutefois, l'équipement hôtelier des aéroports de l'Union Française reste insuffisant pour accueillir les navigants. Pour y remédier, la Caisse centrale de la France d'Outre-mer (CCFOM) fait appel à la jeune compagnie nationale Air France afin de créer une société hôtelière.

Les Relais Aériens Français (RAF) sont fondés en 1950 et sont subventionnés par le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES). La politique est d'équiper et d'exploiter principalement des installations hôtelières déjà construites par les gouvernements locaux ou les particuliers, mais quelques chantiers sont également entrepris. Ainsi, 24 établissements (hôtels, restaurants et bars) seront gérés par les Relais aériens en Afrique sub-saharienne (Congo, Tchad, Gabon, Cameroun, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Madagascar, Réunion) entre 1950 et 1967.

La diversité des maîtres d'œuvre représente la situation de la pratique professionnelle sur place. Architecte installé à Douala, Paul Guillou réalise plusieurs hôtels pour les RAF dont le plus emblématique est l'hôtel des cocotiers de Douala (1955-1957). Celui-ci fait la couverture d'une dizaine de bulletins de la Société des architectes diplômés par le Gouvernement (SADG) et fait l'objet de l'émission d'un timbre-poste. A Brazzaville, au même moment où il meuble avec Charlotte Perriand l'unité d'habitation construite pour Air France (1950-1952), Jean Prouvé participe à l'aménagement intérieur de deux hôtels. Mais la plus importante structure gérée par les RAF est l'hôtel N'Gor à Dakar (Michel Chesneau et Charles Lenoble architectes, 1952-1954), entrepris par la Société africaine immobilière et hôtelière (SAIH). Cent-trente chambres sont aménagées en demi-niveaux et de manière traversante afin de permettre une ventilation naturelle et des vues sur la côte.

Ces constructions sont le reflet de la mise en œuvre d'une politique publique dans les colonies française d'Afrique subsaharienne sous le régime de l'Union française, alors en déclin. Le renforcement des moyens de communication est un objectif prioritaire afin de développer non plus seulement les voyages d'agrément, mais aussi les voyages d'affaires pour exploiter les richesses de ces territoires. Afin de faciliter l'installation des métropolitains, Air France édite ainsi plusieurs brochures publicitaires et articles où sont explicités les modes de vie dans les grandes villes africaines. Par ailleurs, l'édition de plaquettes commerciales sur l'ensemble des hôtels des RAF montre que ces constructions représentent des vitrines touristiques pour les territoires. Cette ambition est toutefois mise en conflit avec les difficultés rencontrées sur place, où les négociations avec les institutions, les sociétés immobilières et les particuliers sont souvent âpres.

En nous appuyant sur une histoire culturelle entendue comme une histoire sociale des représentations, et dans l'objectif de participer à la construction d'une histoire de la modernité architecturale transnationale, cette communication souhaite renseigner les ambitions d'une entreprise publique sur les territoires colonisés en les confrontant avec la réalité d'une pratique professionnelle sur place. Malgré les difficultés qu'entraîne la construction d'une histoire post-coloniale pour une chercheuse française (notamment méthodologiques : accès au terrain, aux sources), participer, en reprenant le titre de l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Singaravélou, à une meilleure connaissance de « Notre

histoire » constitue un engagement indispensable de l'historien.ne afin de remédier aux actuels impensés coloniaux.

De l'oubli à la reconnaissance : repenser l'architecture sahélienne au Cameroun dans une approche postcoloniale

Gabriel II A-AVAVA NDO (ENSP Maroua, ENSA Bretagne)

L'histoire de l'architecture au Sahel du Cameroun débute au XXe siècle avec les travaux des explorateurs et missionnaires européens. Leur approche, principalement axée sur les fouilles archéologiques et l'étude des modes de vie des groupes ethniques locaux, a orienté la compréhension de l'architecture locale à travers des perspectives exogènes. Les missions Moll et Lebeuf ont constitué des jalons importants dans la collecte d'informations, mais elles ont également inscrit l'histoire de l'architecture sous l'angle des récits coloniaux. À partir des années 1950, des élèves-architectes de l'École des Beaux-Arts de Paris ont produit des dessins détaillés des constructions traditionnelles du Cameroun, ce qui a marqué le début d'une reconnaissance de la diversité architecturale de la région. À partir de 1951, les chercheurs de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-mer ont mené des travaux. Ensuite, l'Institut pour la Recherche et le Développement a contribué à la cartographie et à la classification des architectures du Sahel camerounais, en fonction des aires géographiques et des groupes ethniques.

Après l'indépendance en 1960, l'histoire de l'architecture, en particulier celle du Sahel, n'a guère suscité l'intérêt des chercheurs camerounais, malgré les contributions continues des géographes européens. Parallèlement, les mouvements panafricanistes et afrocentriques ont remis en question les paradigmes occidentaux de l'architecture. Cependant, la majorité des critiques n'a pas pleinement pris en compte les aspirations de la population locale, ni l'influence positive de l'Europe sur l'histoire de l'architecture. Cette volonté de mettre à l'écart certains aspects de la recherche nécessite un examen approfondi, car elle soulève la question de l'oubli et de l'assumption du regard propre sur les pratiques locales. Elle interroge également la manière dont ces pratiques sont interprétées à travers des récits parfois divergents.

L'objectif de ce travail est de mettre en lumière l'effacement des perspectives locales dans des récits historiographiques eurocentrés ou afrocentriques. Il s'agira également de prendre en compte les influences réciproques entre l'Europe et l'Afrique. Bien que l'histoire de l'architecture de cette région du Cameroun ait été dominée par des narrations externes, notamment celles des géographes et missionnaires européens, il est essentiel de dépasser les oppositions traditionnelles entre l'Europe et l'Afrique. En outre, il convient de reconnaître

les échanges mutuels qui pourraient enrichir la postcolonialité de l'architecture.

La méthodologie repose sur une réévaluation des archives et des six années de travaux de terrain que j'ai menés au Cameroun, afin de mieux comprendre les processus de construction des savoirs géographiques, ethnologiques et historiques liés à l'architecture de la région. Elle met en lumière des perspectives souvent ignorées, même par les courants panafricanistes et afrocentriques et examine l'impact de ces mouvements sur la perception de l'architecture camerounaise. Enfin, cette démarche vise à élaborer de nouvelles cartographies historiques qui intègrent une pluralité de voix. Elle remet en question les hiérarchies entre les savoirs, et redéfinit l'histoire de l'architecture dans un contexte postcolonial.

De l'architecture extractive à la station expérimentale de Nkoemvone : des usages de la nature dans la fabrique des espaces affectifs au Cameroun-français (1948-1960)

Silvère Ulrie OKALA TSALA (Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis)

En 1948, l'administration coloniale française a établi un centre de recherche agronomique à Nkolbisson au Cameroun. Le centre est l'un des avatars de la conférence de Brazzaville de 1944 entre la France et ses colonies en Afrique noire, dans le but de moderniser la colonisation. L'un des partis pris de cette modernisation est de développer la production agricole en promouvant, dans les colonies, de nouvelles pratiques culturelles et en introduisant des matériaux végétaux améliorés. Dans ce contexte, de nombreuses institutions de recherche agronomique sont établies dans les colonies pour répondre à ces exigences. Le centre de recherche agronomique de Nkolbisson est l'une des nouvelles institutions qui incarne ce nouveau colonialisme de progrès. Ces nouvelles institutions, loin d'être uniquement des lieux de production de savoirs, sont la figuration matérielle d'un projet colonial d'exploitation de la nature. Ce projet trouve son écho dans la crispation des intérêts coloniaux autour du rendement, l'obsession à la modification des logiques autochtones de production, et l'artificialisation de l'environnement pour produire de nouveaux gestes et objets. Ce dernier point sur l'artificialisation est la pierre angulaire du présent travail. Notre étude porte sur une institution de recherche agronomique, qu'elle analyse sous le prisme de la notion de microcosme de l'historienne Hélène Blais. Sans aucun doute, cette approche nous pousse à commencer par considérer les institutions de recherche en situation coloniale comme des mondes sociaux à part entière. Néanmoins, elle demande surtout de prêter attention à l'ordinaire et à l'invisible.

Or, à ce sujet, l'architecture des « lieux où l'on vit » est l'angle mort des études, autant sur les institutions scientifiques coloniales que sur l'histoire environnementale. Le présent travail

tente de dépasser cet écueil. Il montre comment les logiques qui entourent la construction des habitats terbois, les matériaux qui servent à construire ces logements, et les raisons de l'usage de ces matériaux ont façonné des lieux de vie adaptés à l'environnement. Cette position exige de confronter l'histoire de l'architecture avec l'histoire environnementale des espaces coloniaux, ainsi qu'avec l'histoire matérielle des institutions scientifiques coloniales. Le corpus que nous utilisons pour notre travail est constitué de rapports et autres documents provenant du centre de recherche agronomique de Nkolbisson et élaborés par les agronomes qui y travaillaient. La particularité de ces documents est qu'ils renferment de nombreuses photographies. Néanmoins, ces images sont aussi considérées comme des corpus à part entière qui rendent compte et visible les processus de construction et les habitats finis. La période couverte par le travail s'étend de 1948 à 1960, c'est-à-dire de la création du centre à l'indépendance du pays.

SESSION 4 « Architecture et environnement : quels renouvellements historiographiques ? »

Modération : Federico Ferrari (ENSA Paris-Malaquais-PSL, ACS)

Prendre le tournant matériel : pour des histoires métaboliques de l'architecture

Paul BOUET et Jean SOUVIRON (ENSA Paris-Est, OCS, Collegium Helveticum-Zurich)

L'intérêt croissant pour l'histoire environnementale suscite de plus en plus de travaux dans le champ de la recherche architecturale. Les historiens s'efforcent ainsi de relire le passé de l'architecture à l'aune de thématiques environnementales comme le climat, l'énergie, la matière ou encore le vivant. Dans ce foisonnement de travaux, l'environnement fait parfois figure d'un simple thème, d'une nouvelle catégorie au prisme de laquelle on étudie l'édification de bâtiments, les acteurs et discours qui y sont liés ainsi que le contexte dans lequel elle intervient. Or nous pensons que la montée en puissance de la perspective environnementale dans l'histoire de l'architecture doit s'accompagner d'un changement de méthode plus fondamental.

Cette nouvelle perspective est l'occasion pour la recherche architecturale de prendre enfin un tournant plus matériel. En s'inspirant des travaux menés en histoire environnementale, mais aussi en socio-écologie, écologie territoriale et économie écologique, il s'agit d'envisager l'acte de bâtir selon une approche métabolique. Les bâtiments ne s'inscrivent pas seulement dans des réseaux d'intérêts et d'expériences humaines – ceux qui ont focalisé l'attention des historiens de l'architecture –, mais ils agissent aussi – voire surtout – matériellement sur le monde par la manière dont ils transforment de l'énergie, de la matière et des écosystèmes. Les travaux récents de la paysagiste Jane Hutton et de l'architecte et théoricien Kiel Moe illustrent parmi d'autres cette nouvelle manière d'envisager l'histoire des projets d'architecture et d'aménagement, notamment à travers les concepts de « paysage réciproque » et d'« émergie ».

Intégrer cette perspective métabolique nous paraît être la condition pour que l'histoire de l'architecture puisse participer à expliquer la manière dont l'édification de bâtiments a si fortement contribué à la transformation et bien souvent à la dégradation du monde. Cela suppose de faire évoluer les questions que se posent ce champ de recherche, mais aussi ses sources, ses méthodes et ses récits. Il s'agit ainsi de compléter les discours, les images et les édifices eux-mêmes dans leur état actuel, par des sources relatives aux écosystèmes

et aux flux de matière et d'énergie que ces édifices transforment. Aux méthodes souvent très qualitatives de l'histoire de l'architecture, il est nécessaire d'articuler des méthodes quantitatives, qui permettent de mesurer l'impact écologique des édifices construits dans le passé, quitte à développer des recherches plus collaboratives. L'adoption d'une perspective métabolique peut aussi contribuer à faire évoluer les récits de l'histoire de l'architecture, y compris en renouvelant fortement des genres bien établis comme ceux des monographies d'édifices, des études typologiques et des histoires de matériaux. L'approche métabolique invite enfin à reposer et affronter la question de l'échelle : dans quelle mesure les objets que nous étudions sont-ils significatifs pour comprendre l'ampleur du rôle qu'ont joué l'architecture et la construction dans la transformation matérielle du monde ?

L'histoire environnementale critique : influences et limites épistémologiques

Antoine PERRON (IPRAUS, ESA)

Cette communication propose d'explorer la possibilité d'un croisement entre histoire de l'architecture et histoire environnementale, puis d'amorcer une réflexion épistémologique et critique plus large sur l'histoire environnementale.

Dans la première partie de cette communication, je commencerai par rappeler que l'histoire environnementale ne se définit pas tant par ses objets que par une approche qui privilégie l'étude de la matérialité, des flux physiques, des impacts environnementaux et des interactions des acteurs avec toutes ces dynamiques. Cette perspective ouvre des possibilités inédites pour repenser l'histoire de l'architecture. Elle pourrait favoriser un dépassement des approches monographiques « traditionnelles » (centrées sur les « Grands hommes » ou sur les dimensions formelles et esthétiques), un renouvellement des objets et des méthodes, et l'intégration de paramètres souvent négligés, comme la durée de vie des bâtiments, les impacts écologiques des procédés constructifs ou encore les conflictualités sociales liées à la construction.

En m'appuyant sur mon travail de thèse de doctorat (soutenu en novembre 2024), consacré aux critiques de l'industrialisation du bâtiment au XXe siècle, j'évoquerai plus précisément quelques pistes permettant d'approfondir ce croisement entre histoire environnementale et histoire de l'architecture. Par exemple, l'étude de la réflexivité et des critiques de l'industrialisation du bâtiment pourrait, au-delà du corpus déjà étudié dans ma thèse (les critiques émises par les architectes), être élargie aux discours d'autres acteurs du bâtiment : maîtres d'ouvrage, ouvriers, artisans, habitants et usagers. Des approches quantitatives, inspirées de l'analyse du cycle de vie (ACV) et centrées sur de grandes opérations ou sur

certaines parties du parc de bâtiments construit pendant les Trente glorieuses, pourraient également permettre d'évaluer les impacts socio-environnementaux de la construction moderne.

Dans la seconde partie de ma communication, je propose d'étudier certaines des influences théoriques qui nourrissent l'histoire environnementale, notamment celles de Walter Benjamin et Bruno Latour. Les apports de Benjamin seront explicités, notamment son intérêt pour la « tradition des opprimés » (ou des « vaincus » de l'Histoire), son rejet du progrès comme processus linéaire et univoque, et sa volonté de « faire voler en éclats le continuum de l'histoire ». L'approche constructionniste et postmoderne de Latour sera mise en lumière, notamment son refus des « grands récits », des structures explicatives et des concepts « surplombants » comme le progrès, la modernité ou le capitalisme. J'interrogerai également les limites de cette posture, qui, en fragmentant les phénomènes historiques de longue durée en une somme de « petites choses », pourrait manquer la dimension systémique et cumulative des transformations environnementales. Enfin, j'évoquerai les conséquences de cette manière d'envisager l'Histoire sur le plan politique, et notamment dans le champ des luttes écologistes et environnementalistes.

Cette discussion autour des sources intellectuelles permettra de souligner certaines des limites et des contradictions de l'histoire environnementale, notamment son anti-déterminisme. Face au caractère à la fois systémique et écrasant des problèmes écologiques actuels, je propose de souligner l'intérêt d'approches plus anthropologiques et structurales, comme celle proposée récemment par Bernard Lahire dans *Les structures fondamentales des sociétés humaines* (2023). Lahire, dans le sillage de Marx et Leroi-Gourhan, réhabilite une vision cumulative de l'histoire de la culture et des techniques. Il plaide également pour une continuité entre sciences humaines et sciences « dures », ouvrant ainsi la voie à une historiographie plus synthétique et scientifique, qui semble utile pour mieux saisir l'ampleur des enjeux écologiques actuels.

Par-delà environnement et architecture. Les ouvrages hydrauliques de Cerdagne (XIXe-XXe siècle)

Nathan BRENU (ENSA Nantes, CRENAU-UMR AAU)

Le département des Pyrénées Orientales, où se trouve le plateau de Cerdagne, fait aujourd'hui régulièrement l'objet d'articles de presse quant à la sécheresse inédite qu'il subit depuis trois ans. D'une ampleur qui était alors moindre, ce problème se posait déjà au XIXe siècle et de nombreux canaux d'irrigation avaient été construits dans l'objectif d'y remédier. L'administration étatique soutenait alors de telles constructions, les considérant

comme un moyen de développer l'agriculture et d'améliorer la valeur des terres dans le sillon des principes physiocratiques principalement édictées au siècle précédent. Dans le même temps, d'autres projets hydrauliques menés par la Compagnie du Midi afin d'alimenter des usines, dans un contexte d'extension des réseaux ferroviaires et électriques (ex. Bouneau, 2008), voyaient également le jour (grandes retenues d'eau et émissaires de déversement).

De telles transformations territoriales sont la manifestation directe de la relation tautologique qu'entretiennent environnement et architecture. On pourrait parler à leur propos tout aussi bien en termes d'histoire environnementale de l'architecture que d'histoire architecturale de l'environnement. Les différentes ambitions entraînent en outre de nombreux conflits autour de la propriété et de l'usage de l'eau, révélant le caractère éminemment social et politique de la question. Ainsi, l'histoire des différentes architectures hydrauliques réalisées ou projetées est une histoire des rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'aménagement du territoire.

La gestion collective des canaux et les ambiguïtés du gouvernement de tels communs ont récemment fait l'objet d'études particulièrement riches (ex. Ruf 2001, 2011, Ingold, 2011, 2023). Celle de leur matérialité en Cerdagne commence également à être traitée (Candeau, Deroche, 2023). Reconnaisant par ailleurs que de tels conflits s'inscrivent dans le temps long de l'histoire des régimes de propriété sur ces terres (Conesa 2012), et dans l'histoire plus large de conflits diffus autour des aménagements énergétiques - et touristiques - jusqu'à nos jours (ex. Heaulmé 2014, Hagimont 2022), cette communication entend interroger les frontières entre spécialités disciplinaires, à partir de ce cas emblématique.

À partir d'un travail d'observations de terrain, de recherches en archives (Archives nationales, Archives départementales des Pyrénées Orientales) et d'enquête orale, reconsidérant « la dimension pragmatique des sources » (Ingold, 2011), il s'agira de questionner les méthodes et les échelles d'analyse propices à un tel croisement, s'inspirant en cela de quelques propositions originales issues de la microstoria socio-environnementale (ex. Moreno 1990, Torre 2011), en y mêlant des considérations sur l'architecture.

Il sera enfin question d'ouvrir une réflexion sur les héritages laissés aujourd'hui à la Cerdagne, alors que la retenue du lac de Lanoux alimente la centrale hydro-électrique EDF de l'Hospitalet, et que celle du lac des Bouillouses permet la production toujours plus importante de neige artificielle pour la station de ski de Font-Romeu, tandis que différents acteurs, agricoles ou non, entendent faire reconnaître la grande valeur patrimoniale de l'irrigation gravitaire et ainsi sauvegarder son usage.

Du confort climatique.

Clé de lecture de l'architecture du XXe siècle ?

Claire PREVOT et Arthur GRIZARD (ENSA Grenoble-UGA, AE&CC)

Si l'histoire de l'architecture est souvent écrite au prisme des styles et mouvements, la place importante qu'un certain nombre d'architectes occidentaux donnent, notamment au XXe siècle dans les territoires tempérés et tropicaux, aux réflexions sur la relation entre le confort dans l'édifice et le climat de son site, pose la question d'une relecture de cette histoire à travers la notion de confort climatique. Comment la notion de confort climatique peut-elle permettre de réinterroger l'histoire de l'architecture, en particulier celle du XXe siècle, ainsi que ses méthodes, en dépassant les courants dominants de son historiographie ? Comment la dimension climatique du confort est-elle prise en compte par les historiens de l'architecture ? Dans quelle mesure cette notion est-elle reliée aux enjeux environnementaux et coloniaux ?

À partir de sources produites dans le contexte tempéré et occidental des Alpes et des États-Unis d'Amérique, ainsi que dans celui tropical et post-colonial de pays d'Afrique, d'Asie et de l'île de La Réunion (publications d'architectes, de médecins, climatologues ou autres acteurs impliqués dans la construction), cette communication est envisagée en deux temps. Le premier souhaite interroger la notion de confort climatique à partir de sa généalogie multiple, située dans les basses et moyennes latitudes, tout en la replaçant dans l'histoire des idées. Dans un second temps, elle entend questionner l'opérativité de cette notion pour écrire l'histoire de l'architecture, faisant l'hypothèse qu'elle suppose de repenser ses méthodes. Considérer les architectures dans toute la complexité de leur environnement (climatique, géographique, paysagère, sociale, politique, économique), s'emparer des outils de représentation de l'architecture et du climat, s'intéresser aux spatialités davantage qu'aux formes, pourrait permettre de proposer des compréhensions nouvelles et situées des architectures analysées.

L'expression « confort climatique » apparaît pour la première fois en 1954, dans une publication des architectes Victor et Aladar Olgyay, lorsqu'ils théorisent la « climatic confort zone » dans le cadre de recherches sur les méthodes d'intégration des données météorologiques du site dans le projet. Les recherches récentes s'intéressant au confort sont souvent focalisées sur la dimension thermique de celui-ci (Marino, 2016 ; Requena-Ruiz, 2016), au détriment de sa dimension climatique. Celles se concentrant sur la relation de l'architecture au climat (Barber, 2020 ; Gaillard, 2022) n'ont pas souligné le potentiel du confort climatique sur le plan historiographique. De plus, ces approches sont souvent principalement eurocentrées alors que l'« Architecture Tropicale », telle que considérée et théorisée par les architectes européens, est caractérisée par un impératif d'hygiène qui implique la prédominance des

éléments climatiques dans la pensée du projet (Chang, 2016; Anderson, 2021).

Considérer le confort climatique dans toute sa complexité comme une notion centrale de la pensée architecturale au XXe siècle réinterroge l'historiographie de l'architecture au prisme des pensées décoloniales et de l'histoire environnementale, tout en incitant à réfléchir à de nouveaux objets et de nouvelles approches pour faire l'histoire de l'architecture.

The Global Ecology of Architecture Through Six Tall Buildings

Giaime BOTTI (University of Nottingham Ningbo)

By building upon Bruno Latour and Alben Yaneva's (2017) actor-network theory, Davide Ponzini's (2020 and 2024) studies on globalisation, Joan Ockman's (2022) political ecology of architecture, and Kiel Moe's (2020) 'construction ecology', this paper questions how architectural historiography could critically engage with the problem of the relationship between architecture and the environment, in its broadest sense. More precisely, it asks how, at the current stage of globalisation, the mobilisation of immaterial and material resources behind projects entails a rethinking of the way in which architectural histories are written in order to better grasp the complexity of the ecology of architecture. An ecology that, as explained by Kiel Moe (2020), concerns and combines both the physical constitution of buildings and their political one within world-systems.

To do so, this paper analyses three representative icons of modernist skyscrapers built in New York (USA), Milan (Italy), and Bogotá (Colombia) – the Seagram Building (1954-58) by Ludwig Mies van der Rohe, the Pirelli Tower (1956-60) by Gio Ponti, and the Avianca Building by Esguerra Sáenz Urdaneta Samper (1962-69) – and three tall buildings recently completed in the same cities – the One World Trade Center (2005-14) by SOM, the UniCredit Tower (2003-12) by Pelli Clarke Pelli Architects, and the Atrio Tower North (2012-19) by RHSP. Based on the rich existing literature for the first sample and on the available information for the second one, the paper constructs a comprehensive actor-network mapping and other visualisations that allow to track expertise and product exchanges globally. The paper thus investigates the globalisation process of both the project (incorporeal dimension) and the construction site (corporeal dimension) in the two periods. Beyond the obvious involvement of international designers, the new global ecology of the profession firstly extends to the engineering consultancies, whose expertise increasingly focuses on the sustainability and energy project (including LEED and other certifications) and on the structural performance from an environmental perspective (structural efficiency to minimise the embodied carbon). While in the 1950-60s, the three projects relied on local engineers (Severud Associates, Pier Luigi Nervi, and Domenico Parma), the recent ones mobilised a far more complex and extended international network of consultancies. Still, it is the globalisation

of the construction site the key transformation especially visible through the analysis of the second sample of cases. The mapping of the supply of construction products like high-performance curtain walls (by Permasteelisa) and structural steel (by ArcelorMittal) allows to understand the transcontinental shipping routes behind these projects.

By comparing the quasi-autarchic design ecology observed in the first three cases (with emphasis on the 'quasi' as architecture was already by the 1930s a 'cosmopolitan' issue involving distant territories according to Moe 2017) to the fully globalised one of the second sample, the paper displays the transnational immaterial and material ecology of these projects and their systemic interconnections. It thus reflects on the growing interconnectedness of the architecture system and its relationship with both the environment and the professional narrative on the environment. More generally, the paper questions mainstream historiographic approaches based on movements, forms, and, especially outcomes, to shift the focus towards practices, material exchanges, and processes. Such a focus allows to integrate new concerns about architecture and the environmental into the study of both contemporary and past buildings.

Conférence de Filippo DE PIERI (Politecnico di Torino)

Paradoxes et temporalités croisés aux marges de l'urbain. Une recherche fictive en histoire environnementale

Au cours de la dernière décennie, l'émergence des préoccupations environnementales a profondément influencé l'histoire de l'architecture, entraînant un véritable changement de paradigme. L'apparition de nouveaux objets et priorités de recherche s'est accompagnée d'une remise en question radicale du rôle de la discipline, tant dans les pratiques académiques que dans les débats publics.

Aussi spectaculaire que soit ce changement, il s'inscrit dans une pluralité de stratégies d'innovation en recherche architecturale, poursuivies par divers groupes de chercheurs depuis le début du siècle. Je vais explorer cette relation en revenant sur une question qui hante l'histoire de l'architecture depuis un certain temps : la découverte et l'exploration de l'ordinaire.

En naviguant entre l'analyse de l'historiographie récente et l'exploration fictive d'un paysage urbain (potentiellement) existant, j'examine dans quelle mesure les notions et interrogations issues des histoires environnementales de l'architecture offrent de nouveaux outils pour décrypter les environnements bâtis ordinaires. Inversement, je me demande aussi dans quelle mesure ces derniers restent une source déconcertante de paradoxes intellectuels, tout à fait capable d'éroder les fondements de nos trajectoires de recherche.

VENDREDI 11 AVRIL

SESSION 5 « Au-delà de la dichotomie nature/culture »

Modération : Marilena Kourniati (ENSA Paris-La Villette, AHTTEP)

De l'extinction de la cheminée industrielle, symbole architectural de la ville productive

Paloma CASTONGUAY-RUFINO (Université de Montréal) et
Clarence HATTON-PROULX (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Les paysages urbains des villes occidentales connaissent une transformation importante de la Révolution industrielle à aujourd'hui. Les innombrables cheminées d'usines fumantes qui jalonnaient les lignes d'horizon des villes industrielles du 19^e et du premier 20^e siècles se sont graduellement effacées, remplacées par des tours abritant bureaux et logements. Ce changement matériel témoigne de la désindustrialisation profonde que traversent les villes occidentales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (Fontaine et Vigna 2019). Le sort des cheminées industrielles, souvent démolies, parfois préservées et rarement patrimonialisées, symbolise ces mutations aux conséquences environnementales et architecturales importantes (Guillerme, Lefort, et Jigaudon 2004).

Notre communication retrace l'évolution de la fonction et de la perception des cheminées industrielles du 19^e siècle à nos jours dans les villes du Nord à partir du cas de Montréal, métropole du Canada caractérisée autant par sa prospérité industrielle que par sa profonde désindustrialisation (High 2022). Nous montrons comment l'évolution du contexte historique a façonné les représentations des cheminées. Lors de la Révolution industrielle, les cheminées et leurs panaches sombres sont valorisés et célébrés comme des signaux tangibles d'activité industrielle, de croissance économique et de prospérité matérielle (Massard-Guilbaud 2010; Payen 2015; Tarr 1996). Les industriels ont alors recours à des architectes et à des ingénieurs pour édifier des cheminées de plus en plus vertigineuses, autant pour symboliser le succès de leur activité que pour rejeter au loin leurs fumées nocives (Douet 1988; Goodwin-Hawkins 2018; Jarrige et Le Roux 2017).

À partir des années 1960, alors que les villes occidentales sont frappées par d'importantes délocalisations et fermetures d'usines, la perception des cheminées industrielles change. Sous l'influence du mouvement environnementaliste qui s'érige face aux ravages écologiques des Trente Glorieuses, les cheminées industrielles et la fumée noire qu'elles

rejetten deviennent des symboles de la pollution de l'air et de la destruction de la nature orchestrées par la grande industrie productiviste (Frioux 2013; Thiessen 2017). La désindustrialisation, encouragée par ces mobilisations sociales et le resserrement des normes environnementales, mène à la démolition de plusieurs usines, emportant avec elles leurs cheminées : le dynamitage des deux cheminées de la carrière Miron à Montréal devant 50 000 personnes en 1988 en est un exemple fort (Marrec 2024). Le mouvement patrimonial s'intéresse tardivement à la conservation des restes industriels en ville (Zukin 1982) et arrive à sauver quelques cheminées qui ne fument plus, reléguées à une fonction ornementale (Rosa 2024). Leur conservation a d'ailleurs une incidence sur les pratiques de reconversions subséquentes, qui sont reconnues pour leur complexité (Daumas 2006; Rey, Laprise, et Lufkin 2022).

Cette communication est basée sur des traités d'architecture, des coupures de journaux, des rapports techniques, de la correspondance interne, des projets de requalification et des documents audiovisuels provenant majoritairement des archives de la Ville de Montréal et du Centre canadien d'architecture (CCA). Elle se nourrit des riches conversations croisant histoire environnementale et histoire de l'architecture qui ont jusqu'à présent surtout insisté sur les liens entre architecture, matériaux de construction, climat et énergie (Barber 2020; Calder 2021; Chang 2016; Koolhaas et al. 2018; Moe 2017; 2021). Notre objectif est d'ancrer ces discussions dans le contexte des changements urbains, sociaux et matériels plus larges que connaissent les villes nord-américaines et européennes au vingtième siècle, et de mettre en relation l'histoire de l'architecture avec celle des environnements urbains. Nous montrons comment la démolition et la patrimonialisation de ces cheminées devenues inopérantes, parfois célébrées comme des victoires de la ville post-industrielle assainie, cachent subrepticement l'exportation de la pollution des modes de vie urbains occidentaux vers les villes du Sud, induisant un rapport environnemental et métabolique inégalitaire (Chakrabarty 2014; Davies 2022).

Shaping Fortresses and Landscapes : Environmental Dimensions of Early Modern Military Architecture in Šibenik

Karla PAPES (Public Institution Fortress of Culture Šibenik)

The study investigates fortifications as significant physical indicators of the impact of environmental change on architecture, caused by human activities and moulded by challenging locations. Using the Fortresses of St. Nicholas and St. John in Šibenik as case studies, it highlights how their natural surroundings – an island and a hilltop, respectively – dictated site selection, construction methods, and later adaptations and conservation.

How did specific environmental challenges drive innovative design, construction and adaptation techniques in the fortifications of Šibenik? The natural topography of these structures was instrumental in determining site selection and construction methods. The island-based Fortress of St. Nicholas utilised its location for maritime defence (Deanović 2001; Ćuzela 2005; Žmegač 2001, 2005, 2009; Borić 2015; Glavaš, 2015, 2017, 2020; Braut et al. 2021; Šverko 2022), while the elevated Fortress of St. John offered a strategic viewpoint for surveillance and repelling invasions (Žmegač 2009, Glavaš and Pavić 2016, Glavaš 2017; Pavić 2017, 2018; Glavaš, Karaole, Pavić 2018). Environmental factors affected their designs and subsequent adaptations to meet the requirements of evolving weaponry and warfare strategies (De la Croix 1963, 1972; Black 2002; d'Orgeix 2016).

Environmental shifts, including weather changes, depletion of resources, and erosion, intensified the difficulties of maintaining these fortifications. During the War of Candia (1645–1669), sieges further taxed resources and supply networks, illustrating the convergence of human and environmental pressures during periods of conflict. Adapting building techniques to suit insular and elevated terrains exemplifies innovative solutions. The Venetian authorities played a crucial role in the development of defences against Ottoman threats by mobilising resources and balancing military priorities with economic constraints, resulting in architecture that responded to both environmental and cultural factors (Concina and Molteni 2001).

How can contemporary architectural strategies for resilience in challenging environments be informed by lessons learned from the historical interplay of environmental and cultural factors? Preservation efforts address ongoing ecological issues, including climate change and deterioration. These efforts encompass advanced material treatments, structural reinforcements, community involvement, and multidisciplinary research to maintain historical authenticity whilst enhancing resilience. Severe research has been done on the importance of sustainable practices in restoring fortifications amid modern environmental concerns (Lind 2014; Mancini and Bresnahan 2015; Berti 2016; Urošević 2016; Afrić Rakitovac and Urošević 2017; Prost 2019; Hof and Knoll 2020; Marulo 2022; Vasyliuk 2024). The fortifications of Šibenik are an example of a complex exchange between environmental, cultural and political elements, demonstrating the co-evolution of architecture and ecological adaptation. As such, this multidisciplinary study advances the understanding of historical resilience and informs contemporary approaches to preserving architectural heritage in the face of environmental change.

Restaurer une montagne comme une cathédrale au XIXe siècle. Contribution à une histoire environnementale de l'architecture

Bérénice GAUSSUIN (ENSA Clermont-Ferrand, UMR Ressources) et
Frédérique MOCQUET (ENSA Paris-Est, OCS)

Que se produit-il lorsqu'un architecte aussi célèbre qu'Eugène Viollet-le-Duc s'intéresse à un massif montagneux aussi emblématique que le Mont-Blanc, et quand le corps des ingénieurs des Eaux et forêts revendique de restaurer la montagne ? Et quels enseignements l'étude de cette rencontre peut-elle produire pour une contribution à une histoire environnementale de l'architecture ?

Cette communication propose de répondre à ces questions, et particulièrement d'explorer la notion de restauration dans une perspective croisée de l'histoire du patrimoine bâti et de celle des politiques et pratiques de gestion de l'environnement, à travers l'étude de deux corpus sur une période allant des années 1840 au tournant du XXe siècle, en France. Elle met en effet en regard deux champs de pratiques et deux disciplines, l'architecture et l'ingénierie, qui se tournent alors vers le même objet naturel, la montagne. En 1842, l'ingénieur des Ponts-et-Chaussées Alexandre Surell alerte sur la ruine de ces territoires dans *Étude sur les torrents des Hautes-Alpes* de 1842. Ce texte est une référence fondatrice de la politique de Restauration des Terrains de Montagne (RTM) menée par l'État français à partir de 1860. Dans leurs discours, les ingénieurs expriment un sentiment de ruine qui apparaît à la fois comme un repoussoir et un moteur de l'action. Et cette ruine apparaît bien sûr aussi chez Viollet-le-Duc (« restauration », 1866 et *Le Massif du Mont-Blanc*, 1876). Notre hypothèse pourrait se formuler ainsi : l'angoisse de la ruine — qu'elle soit matérielle ou géologique, économique ou civilisationnelle — est ce qui place les différents acteurs de cette histoire dans l'urgence d'une réponse (qu'on classerait aujourd'hui dans le champ des « solutions basées sur la nature ») qui fait appel aux outils patrimoniaux de la conservation et de la restauration.

En étudiant la notion de ruine de manière transversale et contextuelle, nous apportons des nuances au prisme nature-culture à partir duquel sont usuellement vues les questions de patrimoine, et plaçons cette communication dans l'axe 2 « Histoires environnementales de l'architecture » du présent appel. Notre apport historique ambitionne en outre d'étudier de façon originale nos représentations du patrimoine et de l'environnement. Comprendre les intrications entre des champs envisagés usuellement séparément (la protection du bâti et de la nature) permet de repenser les catégories d'action : le temps anthropocène passé et actuel, semble se catalyser dans les inquiétudes sociales et environnementales adressées à la montagne et à son monument, le Mont-Blanc.

Aussi, l'étude d'une période clé qui a contribué à définir les concepts actuels de patrimoine,

d'environnement, mais aussi de « montagne », et leurs cadres opératoires, produit des éclairages sur la crise actuelle. À l'heure de l'anthropocène tardif, pourrait-on dire, comment hériter des catégories patrimoniales, et comment penser aussi « une nature en ruine » si ce n'est en revenant sur le temps de conceptualisation de celle-ci ? Comme le dit Donna Haraway avec son « sticky present », des ferments de ce passé sont dans notre présent, et peuvent nous aider à penser les ruines de l'anthropocène dont nous héritons : l'enjeu est de révéler une historicité complexe, de comprendre comment se construit à travers cette icône de la nature (le Mont-Blanc et ses glaciers) une culture de la nature anthropocène, et d'en faire une méthode de réflexion pour les enjeux environnementaux actuels.

La construction des stations de ski dans les Alpes (1960-1970). Une histoire des projets comme outil pour étudier les relations entre homme et environnement.

Caterina FRANCO (EPFL, Laboratoire d'Urbanisme)

Notre contribution propose de renverser la question : « que fait l'histoire environnementale à l'histoire de l'architecture ? », pour penser si et comment l'histoire de l'architecture peut apporter une contribution originale dans la nébuleuse d'études qui s'apparentent au champ de l'histoire environnementale. Cette interrogation est émergée lors de l'organisation d'une session au récent colloque de la Società Italiana di Storia Ambientale (Motta, Franco, 2024) et d'une présentation au sein du dernier colloque de l'European Society for Environmental History en 2023 (Bonnemains, Franco, Gros-Balthazard, 2023). Si le dialogue avec les historiens autour des thématiques communes ou de terrains partagés était non seulement possible, mais réciproquement enrichissant, il est plus difficile d'affirmer qu'il existe une spécificité de la recherche en architecture lorsqu'elle se confronte avec les approches, les méthodes, les cadrages spatiaux et temporels proposés par l'histoire environnementale. Cherchant à répondre à ce questionnement, notre contribution propose de réfléchir à l'histoire des projets des plans comme un prisme pour étudier les interactions (Cronon 1993) entre « les sociétés humaines et le reste de la nature dont elle dépendent » (trad. de McNeill 2010, 347).

La présentation portera sur un terrain d'étude spécifique que j'explore depuis ma thèse de doctorat, à savoir les stations des sports d'hiver des Alpes occidentales. Je m'intéresse particulièrement aux stations dites « intégrées » (Knafou 1978; Lyon-Caen et Chalabi 2012; Wozniak 2006), réalisées en haute altitude durant les années 1960-1970, à la suite des plans et projets dessinés par des urbanistes et architectes. En France, les ingénieurs des Ponts et Chaussées les appelaient « stations en site vierge » (Cumin 1970), bien que souvent construites sur des terrains déjà anthropisés (alpages, pâturages). Si d'un côté les stations

ont modifié l'environnement, exploitant des ressources naturelles et bouleversant la vie des habitants de montagne, il est aussi démontrable que les caractères historiques et géographiques des sites d'implantation ont joué un rôle dans la réalisation (ou la non-réalisation) des projets. Les archives montrent à quel point les contentieux fonciers, les risques géologiques, la disponibilité en eau potable, l'extension et la protection de la forêt, la gestion des déchets, parmi d'autres enjeux, ont influencé les processus, quelquefois jusqu'au déclenchement de conflits parmi les différentes parties prenantes ou même à l'abandon du projet initial.

Nous présentons les analyses menées sur des cas d'études (Les Menuires et La Plagne en France, Thyon 2000 et Aminona, en Suisse) pour illustrer une méthode qui consiste à croiser des sources provenant depuis divers fonds d'archives (des architectes, des services étatiques, départementaux/cantonaux, des municipalités). Face à l'impossibilité de satisfaire l'ambition holistique qui est propre à l'histoire environnementale, nous articulons la narration autour de quelques éléments qui, de manière particulièrement évidente, cristallisent le rapport entre création d'une station de ski et transformation de l'environnement : l'eau, la forêt, le sol. Il s'agit d'une entreprise qui n'est pas exempte de risques intellectuels (Cronon 1993) lorsque l'architecte-historien est amené à traverser les frontières disciplinaires (pensons aux problèmes concernant l'hydrographie, la géologie, la géographie).

Le plan et le projet sont ici étudiés comme des processus (de la conception à la construction). C'est à partir de ce cadrage spatial et temporel que, en tant qu'historienne de l'architecture, nous avons pu, lorsque nécessaire, élargir la focale jusqu'à l'échelle du territoire, ou remonter plus loin dans le temps, afin de mieux saisir les origines des problématiques autour de l'implantation des projets dans les environnements de haute montagne.

A forest or a jungle

Will DAVIS (Università della Svizzera italiana)

Lying feverish on a bamboo platform, Bill Pomeroy, a card-carrying communist from New York, now underground with the Hukbalahap insurgency and sick, hiding in the forest, describes in his delirium staring at a screen of anahaw leaves:

"The forest is the screen and I cannot see through it, to the world. Everywhere I turn, there is the screen, above, on all sides. I cannot see out, but I cannot be seen, either. [...] The more I study it, the more I see, the tiny cells in the leaf, the thin wrinkled surface of the vine. There are designs within designs, worlds within worlds. Deeper and deeper I go into the screen."

The Forest (1963), published shortly after his release from prison, is an account of life with the Huk guerrillas in the late 1940s and early 50s in a newly independent Philippine archipelago. It is littered with such examples of being mesmerized by the camouflaged architectures he encountered, built quickly by insurgents or their collaborators and, as the struggle wore on, increasingly quickly abandoned in favor of new shelters hidden away from detection in the Sierra Madre mountains of Luzon. Seventeen years later, writing from prison in 1980, the poet and historian Jose Maria Sison described the guerilla as “enrhymed with nature;” an individual that was in tune with “the subtle rhythm of the greenery” in a poem and text for the Bulletin of Concerned Asian Scholars about the displacement of the Manobo Indigenous peoples of Mindanao (southern Philippines) by sugar refinery magnate BUSCO.

This paper discusses the romance of insurgency as it pertained to the buildings camouflaged in forested mountain environments. What does it mean that this military architecture—in stark contrast to architectures of containment, defense, separation, and atomization that are associated with counterinsurgency—is so infused with a genre of romantic observation? How do we reconcile the fact that insurgent, guerrilla architectures are ecologically attuned simply because they relied on imitating the environment around them? Maoist-inspired insurgencies in the twentieth century often allied with Indigenous peoples in the pursuit to protect their lands, turning highland forested landscapes into insurgent arenas. Nancy Peluso and Paul Vandergeest (2011), comment on the politicization of forests and the “crisis rhetoric of environmental security around ‘jungles,’ as dangerous spaces peopled with suspect populations” in which counterinsurgency came to normalize political forests. This paper puts this line of thinking into dialog with these provisional, lightweight architectures, alongside notes on James C. Scott’s notion of “Zomia” to describe highland political economy.

SESSION 6 « Colonialités : exploitations territoriales et environnementales »

Modération : Margaux Darrieus (ENSA Paris-Malaquais-PSL, ACS)

Les aménagements portuaires d'Alger et leurs impacts sur les paysages au prisme des mutations énergétiques coloniales (1870-1962)

Souha SALHI (ENSA Nancy, LHAC)

Les mouvements de colonisations européens des XIXe-XXe siècles ont induit un choc environnemental dans les pays colonisés avec une main basse sur la nature et l'exploitation intensive de ses ressources, et ce, à travers des conceptions de l'espace visant à exploiter les matières premières et les ressources énergétiques. Ces transformations socio-écologiques des territoires colonisés se sont appuyées sur des outils techniques, des acteurs, et sur l'aménagement d'infrastructures visant à rationaliser et à rentabiliser une économie coloniale de prédation dans le contexte d'une industrialisation européenne en plein essor. Dans la continuité des travaux entrepris ces dernières années sur l'histoire de l'environnement en situation coloniale, il s'agit à travers cette communication d'analyser en quoi l'aménagement des espaces portuaires d'Alger durant la période coloniale française est le reflet de l'impact environnemental de la colonisation en Algérie, notamment par le prisme du vecteur énergétique. Les ports en situation coloniale apparaissent en effet comme des infrastructures énergétiques de premier plan en se développant à partir de la mobilisation de ressources énergétiques telles que le charbon ou l'électricité, et forment des plaques tournantes pour la production et le transport de ces nouvelles sources d'énergie.

Le port d'Alger, en tant que débouché maritime de l'économie coloniale et point d'appui de l'expansion territoriale en Algérie, a mobilisé plusieurs sources d'énergies entraînant de transformations multiscalaires tant au niveau architectural, urbain que des écosystèmes et des paysages des arrière-pays. Ces cycles énergétiques du port répondent au double impératif de modernisation intrinsèque de ses équipements et à son rôle de relais logistique des zones d'extractions minières et des bassins d'exploitations agricoles avec la viticulture en premier lieu. Quels sont les impacts environnementaux des mutations énergétiques opérées dans le port durant cette période ? Cette question forme le fil directeur de la présente communication.

Pour des raisons logistiques évidentes de proximité des centres de consommation urbains et de facilités d'accès aux grands axes de transports (routiers, ferroviaire et aérien), le port

devient un centre de production et d'exploitation énergétique à partir du dernier quart du XIX e siècle. D'abord, à travers l'exploitation du charbon à partir de 1870 avec l'ouverture du canal de Suez et l'essor de la fonction de relâche, puis avec la production de l'énergie électrique à partir de l'entre-deux-guerres, faisant suite à la nécessité de mécaniser le travail portuaire, d'éclairer les infrastructures et de fournir de l'électricité au réseau des petites industries de la capitale coloniale. Cette mutation énergétique se traduit architecturalement par la conception d'équipements dans le port tels que les centrales thermiques reliée et alimentée à des barrages hydroélectriques dans l'arrière-pays. L'aménagement de ces barrages reçoivent les paysages et milieux naturels par une artificialisation, une bétonisation et une captation des ressources hydrauliques. À partir 1956, la découverte des gisements de gaz et d'hydrocarbures dans le Sud Algérien, entraîne une troisième phase de mutation énergétique dans le port, avec l'aménagement de terminaux pétroliers reliés à des raffineries et aux centres d'extraction du Sud Algérien. L'indépendance de l'Algérie en 1962 n'interrompt pas la dynamique énergétique du port, et perpétue une logique d'extractivisme industriel initiées au XIXème siècle, mais cette fois dans le cadre du nouvel État-nation.

Il s'agit donc à travers cette communication d'appréhender l'aménagement du port sous l'angle de son histoire énergétique et de ses impacts environnementaux à travers les transformations architecturales et paysagères qu'il induit⁵. Cette démarche ouvre une perspective nouvelle dans l'histoire de l'aménagement et de l'architecture en contextes coloniales maghrébins qui s'est davantage focalisée sur une lecture morphologique des aménagements urbains, les infrastructures de transports tels que les ports ayant fait l'objet d'un intérêt plus restreint, en tant qu'objets d'architectures d'une part et support privilégié d'une histoire environnementale d'autre part. Nous croiserons une diversité de sources pour cette communication : articles de presse locale, archives des institutions portuaires notamment celles Chambre de commerce d'Alger et du service des Ponts et Chaussées, et les archives de l'administration centrale coloniale.

Hydropolitique et modernisations agricoles au Maroc : infrastructures, usages et modèles agricoles dans la plaine du Souss

Youssef TIBOURKI (ENSA Paris-Est)

Cet article explore la dialectique entre infrastructures hydrauliques et modèles agricoles au Maroc, en interrogeant les dynamiques écologiques, territoriales et énergétiques qu'elles façonnent. Historiquement fondée sur des systèmes collectifs et complémentaires, tels que les oasis et les palmeraies, l'agriculture marocaine a progressivement évolué vers des formes ultra-optimisées, orientées principalement vers l'exportation. Ce basculement a

engendré une reconfiguration des usages du sol, des structures territoriales et des impacts écologiques et sociaux majeurs.

Nous analysons la transition d'une agriculture en réseau, reposant sur des infrastructures hydrauliques communautaires (khattaras, seguias), vers des unités autonomes et extractivistes. Chaque parcelle devient ainsi un système isolé, marqué par la monoculture, l'usage intensif d'intrants et le recours à des dispositifs hydrauliques coûteux, tels que le pompage et la culture sous serre. Ce changement, ancré dans des choix politiques amorcés au XXe siècle, notamment sous le protectorat français, redéfinit les relations entre gestion de l'eau, organisation des terres et production agricole.

L'analyse se concentre sur la région du Souss, où les infrastructures hydriques – barrages, puits et, plus récemment, stations de dessalement – restructurent les paysages agricoles et les accès à l'eau. Ces dispositifs réorganisent les territoires et les ressources, dessinant une nouvelle écologie agricole. En comparant différents modèles agricoles dans le bassin versant de l'Oued Souss, cet article interroge la manière dont ces infrastructures redéfinissent les interactions entre vivant, production et territoire.

Trois modèles agricoles distincts sont étudiés en détail :

L'agriculture extractiviste, aujourd'hui prédominante au Maroc, qui adopte un rapport quasi-minier à l'eau et se concentre sur des cultures principalement destinées à l'export. L'agriculture sous serre, qui peut être considérée comme une forme exacerbée de la première. Elle repose sur un modèle intensif, hautement mécanisé et totalement autonome sur le plan climatique et biologique, également orienté vers l'exportation.

L'agriculture paysanne locale, pratiquée en terrasses dans les vallées du Haut Atlas, le long de la rivière Souss ou sous forme d'oasis au pied de l'Anti-Atlas. Cette agriculture, souvent perçue comme archaïque et peu productive, fait l'objet d'une analyse, notamment sur ses processus de production et de gestion de la ressource hydrique. Enfin, cet article propose de considérer les formes contemporaines d'agriculture intensive comme un anti-bocage, profondément dissocié des formes traditionnelles qu'incarnait le bocage. Les paysages agricoles marocains deviennent ainsi le théâtre d'une négociation permanente entre dépendance énergétique, exploitation extractiviste et souveraineté alimentaire.

Devon House, Decolonial Ecology, Dreams

Jonah ROWEN (The New School – Parsons School of Design)

Devon House is a tourist destination. Docents at the house work in a wealthy part of Kingston among walled streets and gated compounds, including Jamaica House, the prime minister's official residence, as well as the Bob Marley Museum (in the musician's former house). Wearing period-inflected servants' attire, the tour guides inform visitors that the building was commissioned by George Stiebel, Jamaica's first Black millionaire. The 1881 mansion, despite its classical detailing, bears comparison to its ostentatious contemporaries in Newport, Rhode Island. Flanked by gift shops, a restaurant, and a manicured Caribbean landscape, the whole affair lends itself to touristic projection: an imaginary fantasy of wealth after slavery, no longer predicated on racial exploitation or oppressive imperialism. After their tour, visitors receive a ticket for a free ice cream cone, made on the premises and featuring local specialties like rum, raisin, and coconut. A light piece of travel journalism in a 1984 issue of *Jamaica Journal* called it "The House of Dreams."

In this paper I analyze the "dreams" that Devon House proffers through the lens of Jamaica's tourist economy. Predicated on an ambivalence between concrete objects and conceptual visions, tourism is an industry that deliberately conjures images in order that paying consumers might temporarily suspend reality and live out their desires. This is what Malcolm Ferdinand sardonically calls "the search for paradise on Earth that conceals the other's existence"—a pursuit that brings together colonizers and environmentalists alike. Devon House occupies a peculiar place as a representation of an idyllic, post-emancipation, racially untroubled Jamaica—or, at least, as a site that presents an uplifting narrative. The house, acquired by the Jamaican government in 1967, five years after independence from the British Empire, embodied a newly available nationalist allegory of self-determination, self-sufficiency, and enterprise. Yet the building's restrained neo-Georgian classicism also suggests a savvy reconfiguration of the aesthetic motifs that predominated during the heyday of British colonial rule. That is, the classical paradigm conveys a sense of repurposing the "master's tools," a combination of retort and insecure bluster that, indeed, the Jamaican Black capitalist could build his own mansion despite continued British imperial imposition.

While George Stiebel, a shipping magnate, was not exactly a colonizer, Devon House bears all the traits of what Ferdinand identifies as "colonial inhabitation": the site is enclosed (walled) and subordinate to Europe (its wooden columns and pilasters, triglyphs and metopes, and cornices suggest admiration for classical aesthetics, perhaps to the point of deference); it is "based upon the exploitation of the land and the nature of" the Caribbean; and it suppresses the possibility of an other in a complex process of assimilation that Ferdinand describes as "othercide." Following Ferdinand's call for "an ecology of the enslaved," which "shatters

the environmentalist framework for understanding the ecological crisis by including from the outset... The world's colonial fracture and by pointing to another genesis of ecological concern,"this paper interprets the architecture of Devon House as an element in the ongoing economies of extraction prevalent across the Caribbean archipelago.

Pesticides & Planning : Histories of toxic urbanism in post-war Belgian Congo

Simon DE NYS-KETELS (Université Libre de Bruxelles) et Karel PROOT (Breekijzer)

In preparation of King Baudouin's mediatized trip around Belgian Congo on May 16, 1955, the colonial capital of Léopoldville was decontaminated with over seventeen tons of DDT, combatting malaria and other tropical diseases. Propaganda particularly celebrated the 'flight sanitaire', in which 'Tsé-Tsé' – the apt name for the sanitation helicopter – roared past the SABENA towers, icons of the blossoming cityscape of tropical modernism, covering the streets in chemical clouds. As part of a longstanding propaganda campaign on colonial healthcare and sanitation that trumpeted Belgian Congo as a medical 'model colony', this imagery still feeds into current-day public debates on decolonization in Belgium.

While these images mark the apogee of colonial pesticide policies, this paper aims to explore its underlying broader history of post-war colonial chemical sanitation campaigns in both rural and urban Congo, by analyzing colonial propaganda, archives, and recently rediscovered graduation dissertations of colonial doctors. On the one hand, the colonial medical authorities conducted large-scale insect eradication experiments within rural Congo through domestic and aerial spraying. The test zone – the rural region bordering the colonial capital of Léopoldville, an important and densely populated agro-industrial region – was not randomly selected: these experiments both aimed to ensure an economically productive hinterland, and to appease persistent anxieties about the pestilential tropics of the capital's European residents. When trials did not yield the aspired result, however, this strategic importance forced the medical authorities to nonetheless continue the ineffective and costly program 'to satisfy the public's demand for what it considered to be a panacea' – as the *médecin-hygiéniste* would state in 1955. On the other hand, the pesticide programme focused even more heavily on the large urban centres, chemically complementing the interwar urban segregation policies. Whereas decontamination of the European ville had been the first priority, the capital's medical service redirected its 1952 DDT campaign toward Congolese cités indigènes, feared as hotbeds of tropical disease. As colonial propaganda highlighted, the colonial administration went much further than sending helicopters to decontaminate water pools and public spaces from afar. Mobile squads were dispatched on the ground, lining up all the area's African inhabitants outside their houses for chemical

spraying before entering the privacy of over 50 000 homes for decontamination – despite concerns about the ‘spectre de cancer’, and DDT’s inverse impact on mosquito resistance that were already haunting the medical department.

‘Colonialism is toxic’ – this paper aims to confirm Samia Henni’s powerful opening statement of her latest book and her plea to read colonial toxicity across its ‘spatialities and temporalities’, while also emphasizing its highly performative nature.³ It not only seeks to reveal how urban planning and pesticides were intricately intertwined within the tropics, highlighting how chemicals were an essential tool of a toxic urbanism that spanned beyond the conventional confines of the colonial city. It also questions the colonial residues of such toxic urbanism, which are not confined to the (colonial) past, but may impact both present and future, through persisting colonial views and propaganda, and more crudely through increased resistance across Congo’s ecologies.

Kiruna’s relocation : architecture, extractivism and the dispossession of Sámi in the Arctic

Eugenio LUX (Politecnico di Torino)

The following proposal has its roots in the Swedish film *The Abyss* (sve. *Avgrunden*, 2023), a dystopian movie about Kiruna, Europe’s “mining capital”, showing the city imploding due to earthquakes caused by the artificial tunnels created underground for the extraction of the precious mineral. The study merges the socio-environmental and architectural implications of relocating Kiruna reflecting a broader tensions between architectural heritage, sustainable development and extractive economic models.

The methodology relies on secondary literature and interpretative frameworks drawn from urban studies, architectural conservation and post-capitalist theories. Key references include analyses of Arctic mining towns (Avango et al., 2019; Avango et al., 2022), discussions of architectural heritage in extreme environments (Fink Shapiro, 2020; Luciani & Poma, 2023) and critiques of extractivist paradigms (Sörlin, 2023; Zibechi, 2016).

Kiruna’s relocation, initiated in 2004 by the state-owned mining company LKAB, epitomizes the collision between resource exploitation and urban planning; the project involves relocating much of the city, three kilometres further east to allow excavation without endangering the population (Golling and Carrasco, 2020). For some years now, in fact, a plan has been underway to physically move thousands of existing buildings to relocate them around the new city centre. Besides the more strictly environmental resource issue – Norrbotten County is also rich in energy and timber – there is the technological issue of

moving a city of over 20,000 inhabitants: transporting entire small buildings on wheels, dismantling and reconstructing larger ones built using “dry” methods, such as the Neo-Gothic Kiruna kyrka designed by Gustaf Wickman (1858-1916) between 1907 and 1912, and demolishing other modern buildings constructed with “wet” methods, such as the Ortdrivaren district designed by Ralph Erskine (1914-2005) between 1958 and 1965 (Luciani and Poma, 2023). This process underscores the precarious status of nordic modernism, where Erskine’s celebrated works are now treated as expendable in favor of economic priorities (Maudsley, 2020).

There is no doubt that the urbanisation and post-capitalist extractivist model (Zibecchi, 2016) of the northern lands has contributed to the colonisation of minorities through the exploitation of their lands. The study examines the dispossession of the Sámi, whose territories have been reshaped by centuries of extractive activities, including the construction of mines over the past two hundred years, which have driven them off their land and reduced their population to 20,000 across greater Norrland (Röver, 2021).

Kiruna’s transformation highlights how the Swedish government’s promotion of sustainability coexists with its role as the EU’s largest mining nation, producing over 80% of Europe’s iron ore: the mining industry is a major sector for the country’s finances: 7,5% of Sweden’s economy, with a further 7,2% made up of resource processing (Sorlin, 2023). These contradictions underscore the Arctic’s status as a contested space, shaped by both global capitalism and indigenous resistance (Avango et al., 2022; Zibecchi, 2016). The adopted approach is based on the knowledge developed by the applicant during a semester at the department historiska studier av teknik, vetenskap och miljö at KTH (Stockholm). The contribution focuses on multidisciplinary by combining environmental, social, infrastructural, colonial and architectural history. This dialogue between different fields allows to offer an original reading in a way that can hopefully enrich the debate on Kiruna’s relocation.

Conférence de Johan LAGAE (Ghent University)

“Who builds these ‘concrete monsters’ ?”

Ce que peut nous apporter l’histoire de la construction dans l’étude de l’architecture (post)coloniale en RDC

Dans cet exposé, je m’appuierai sur les discussions en cours dans le cadre d’un vaste projet de recherche de quatre ans intitulé « Construction History Above and Beyond. Ce que l’histoire peut faire pour l’histoire de la construction », mené avec des collègues de l’Université de Gand, de l’Université Libre de Bruxelles et de la Vrije Universiteit Brussel, pour répondre à l’invitation de cette conférence à “faire de l’histoire de l’architecture au prisme des questions environnementales et décoloniales”. En accord avec certaines recherches émergentes, je soutiendrai que le fait de se concentrer sur les caractéristiques structurelles et la matérialité des projets construits, ainsi que sur les sources correspondantes, peut offrir un point d’entrée productif pour aborder ces questions.

Dans cet exposé, j’utiliserai comme étude de cas le ministère des Affaires étrangères de Kinshasa, construit à la fin des années 1960 et au début des années 1970, et donc sous le régime du président Mobutu. Conçu à l’origine par un trio d’architectes (1 italien et 2 français) pour accueillir le siège des Nations Unies dans l’ancienne colonie belge, le bâtiment évoque les années turbulentes de la guerre froide au Congo et les ambitions de Mobutu de présenter le Zaïre sur la scène mondiale. Mais la conception structurelle et la construction - en partie audacieuse - du bâtiment révèlent en même temps le rôle permanent des « experts » étrangers, et en particulier belges. Une reconstruction des écologies matérielles liées à ce projet spécifique, avec une attention particulière pour l’utilisation de composants de construction plus petits, plus banals et plus faciles à négliger, souligne toutefois la nécessité de prendre en considération des connexions locales et mondiales plus complexes qui soulèvent également des questions de déforestation et de débris (impériaux) (A. Stoler).

Enfin, nous nous pencherons sur la difficulté de répondre à la question de savoir qui a réellement construit cette architecture en béton, malgré l’abondance apparente de matériel d’archives, ce qui nous invite à réfléchir sur la manière dont on peut faire une histoire architecturale ce bâtiment qui tient compte de la « boue en bas » sur le chantier (S. Ferro).

FAIRE L'HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE AU PRISME DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET DÉCOLONIALES

Making architectural history through the prism
of environmental and decolonial issues

Comité d'organisation

Diane Aymard (CRENAU-UMR AAU)

Federico Ferrari (ENSAPM-PSL, ACS)

Marilena Kourniati (ENSAPLV, AHTTEP)

Sophie Paviol (ENSAG-UGA, AE&CC)

Avec le soutien de Christelle Lecoeur (ENSAPM-PSL)

et de Marilia Macedo Espina (ENSAPM-PSL, ACS)

Comité scientifique

Lucia Allais (Columbia University)

Marco Assennato (ENSAPM-PSL, ACS)

Diane Aymard (CRENAU-UMR AAU)

Filippo De Pieri (Politecnico di Torino)

Federico Ferrari (ENSAPM-PSL, ACS)

Stéphane Frioux (Université Lyon 2, LARHRA)

Ariela Katz (ENSAPM-PSL, ACS)

Marilena Kourniati (ENSAPLV, AHTTEP)

Johan Lagae (Ghent University)

Guillemette Morel Journel (ENSAPM-PSL, ACS)

Sophie Paviol (ENSAG-UGA, AE&CC)

Anna Rosellini (ENSAPE-Université Gustave Eiffel, OCS)

Daniel Sherer (Princeton University School of Architecture,
Université de Ferrare)

INSCRIPTION EN LIGNE

